

Jean, Bruno (1985) *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 431 p.

Robert Lavertue

Volume 30, Number 80, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021808ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021808ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lavertue, R. (1986). Review of [Jean, Bruno (1985) *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 431 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 30(80), 300–301. <https://doi.org/10.7202/021808ar>

« Nord-Ouest », tout comme les « Proche », « Moyen » et « Extrême » Orient des Européens, exprime des rapports d'hégémonie. Peut-être est-il trop tôt en troisième du secondaire pour introduire une telle question ? Il n'est toutefois pas trop tôt pour employer « Abitibi » plutôt que « Nord-Ouest ». D'autant plus que le guide nomme Alsama (Hamelin) l'« Ouest intérieur ».

En somme, ce guide, malgré ses lacunes et son orientation, incorpore une bonne part de l'évolution récente des idées en géographie. Il faut souhaiter que l'importance accordée à la langue (une linguiste, « réviseuse agréée par l'O.L.F. », a assisté les auteurs) glisse, dans une prochaine édition, vers le langage comme véhicule culturel et idéologique.

Paul VILLENEUVE  
Département de géographie  
Université Laval

JEAN, Bruno (1985) *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 431 p.

Même s'ils font souvent obstacle à la compréhension des phénomènes étudiés, les cloisonnements disciplinaires en sciences humaines ont la vie dure. Pourtant, la proximité des questionnements de même que les multiples dimensions des problèmes étudiés appellent à un rapprochement entre les disciplines plutôt qu'à leur cloisonnement. L'ouvrage de Bruno Jean, sociologue à l'Université du Québec à Rimouski, fait la preuve de la fécondité d'un tel rapprochement.

Faisant appel à l'histoire, à la géographie, à l'économie et à la sociologie, l'auteur présente dans la première partie de son ouvrage une analyse précise de l'agriculture et de la société rurale qui ont pris racine dans l'Est-du-Québec. L'exposé s'attache surtout au XX<sup>e</sup> siècle alors que cette région périphérique, qui vit en marge du processus global d'industrialisation et d'urbanisation de la province, connaît, avec la crise des années trente, ses dernières vagues de peuplement. C'est à cette époque, nous rappelle l'auteur, que des milliers de familles vont s'installer entre autres dans les marges inoccupées de cette région pour y vivre d'une agriculture de subsistance. La forêt toute proche dont l'exploitation est laissée à de grandes entreprises fournira à ces familles des emplois saisonniers mal rémunérés mais qui pallient aux déficiences de l'agriculture.

Sur la base de cette nécessaire complémentarité entre l'agriculture et la forêt, on assiste alors, selon Bruno Jean, à la constitution d'une société rurale dans cette zone agricole défavorisée. Or, au même moment, l'agriculture québécoise s'intégrait étroitement à l'économie de marché, provoquant entre autres une épuration de ses effectifs; processus observable également dans les zones agricoles plus prospères et de peuplement plus ancien de l'Est du Québec. Deux processus contradictoires se réalisent donc simultanément dans cette région. Toutefois, les agriculteurs des arrières-pays seront vite confrontés aux effets de la régulation marchande car, la ressource épuisée, les entreprises forestières se déplaceront, ne laissant à cette population que l'agriculture. Pour l'auteur, cette petite agriculture ne pourra s'inscrire profitablement dans le modèle agricole dominant: la crise est alors inévitable. À peine constituée, cette société rurale de l'arrière-pays est soumise à une déstructuration qui annonce sa disparition et la fermeture du territoire.

Telle est donc pour l'essentiel la trame de la première partie de cet ouvrage qui s'appuie constamment sur des données tirées en bonne partie des recensements agricoles du Canada. Le recours aux statistiques permet à l'auteur de repérer les processus et les évolutions évoqués plus haut ainsi que leur dynamique, grâce à des comparaisons entre les sous-régions de l'Est-du-Québec, l'ensemble de l'Est-du-Québec et l'ensemble du Québec. La démonstration, identique à celle que réaliseraient bien des géographes, s'avère convaincante même si l'on peut parfois reprocher à l'auteur de « surinterpréter » certaines données partielles (travail hors ferme et sur les fermes) ou ambiguës (capitalisation agricole).

La seconde et dernière partie de l'ouvrage fait état de préoccupations plus sociologiques mais qui rejoignent souvent celles de chercheurs d'autres disciplines. L'auteur s'intéresse surtout aux nouvelles pratiques agricoles, dites agricultures périphériques, qui ont émergé dans les marges agricoles de l'Est-du-Québec en réaction à la déstructuration de ces milieux de vie. En effet, cette société rurale, menacée de disparaître d'autant plus rapidement que l'État entreprend de fermer les paroisses jugées sans avenir et de relocaliser les populations, se mobilise et exige le droit de vivre au « pays ». De la résistance, la population passe à l'action en initiant de nouveaux modèles de développement rural d'où sont issues des pratiques agricoles alternatives qui rompent avec les modèles dominants. Bruno Jean procède donc à l'étude de ces agricultures périphériques dans une perspective de changement social et de développement rural. Son analyse repose sur l'observation sur le terrain de ces agricultures périphériques qu'il classe en trois catégories : l'agriculture à temps partiel, l'agriculture de groupe et l'agriculture écologique. La seconde catégorie fait l'objet d'une recherche plus poussée car celle-ci est bien représentée dans l'Est-du-Québec sous la forme d'entreprises agricoles communautaires novatrices. Il est impossible d'évoquer ici même partiellement la teneur des propos et des conclusions de l'auteur sur ces expérimentations agricoles. Retenons simplement que, malgré leurs difficultés économiques, les agricultures périphériques ont leur place, de l'avis de l'auteur, dans ces arrières-pays où elles sont socialement viables et représentent un moyen de contrer, partiellement du moins, le processus de déprise agricole. L'auteur termine son ouvrage en tirant des enseignements de ces expériences qui lui permettent d'esquisser les éléments d'une problématique renouvelée du développement rural en région marginale.

Quoique l'ouvrage soit remarquable, il nous faut exprimer un regret : l'auteur a en fait exclu l'étude de la petite agriculture familiale de la seconde partie de son ouvrage. Pourtant, elle semble appartenir à l'univers de ces agricultures dites périphériques dans la mesure où elle est aussi le lieu d'une résistance au processus de déstructuration des arrières-pays de l'Est-du-Québec. Sans doute cette résistance n'emprunte-t-elle pas une voie déviante, ce qui explique son exclusion. Toutefois, on ne saurait l'ignorer car elle constitue toujours l'essentiel des structures agricoles de ces régions. Alors, quel est l'avenir dans les arrières-pays de ces fermes familiales qui tentent de s'inscrire dans le modèle agricole dominant sans y parvenir pleinement ? Comment s'exprime et s'explique la résistance de ces petits agriculteurs qui, malgré les contraintes, refusent de quitter le « pays » ? Quel rôle est appelé à jouer la ferme familiale dans les modèles alternatifs de développement rural ? À ces questions importantes, point de réponses... du moins pour le moment.

Dans l'ensemble, l'ouvrage de Bruno Jean suscite l'intérêt et l'admiration autant pour les phénomènes qu'il nous révèle que pour la démarche multidisciplinaire privilégiée par l'auteur.

Robert LAVERTUE  
*Département de géographie*  
*Université Laval*

COLLECTIF (1985) *Aménagement et pouvoir local : les leçons du Québec des années 80*. Montréal, ACFAS/Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, 188 p.

L'aménagement est un acte politique par excellence, puisqu'il touche à toutes les activités et à l'environnement et que le pouvoir est bien capable de changer la géographie des relations humaines. Dans cette perspective le « retour au local » est à l'évidence un phénomène « universel », à l'échelle de l'occident du moins, contemporain de l'émergence, dans les préoccupations comme dans les pratiques, d'une sensibilité « paradigmatique » nouvelle, valorisant un mode de production se voulant plus existentiel que purement productiviste, les finalités productivistes situant la dépendance relationnelle dans le pouvoir décisionnel que possèdent ou non les acteurs en présence, les finalités existentielles renvoyant plutôt à l'exercice d'une territorialité